



Réseau Santé et Social de la Veveyse

Projet d'assainissement énergétique, de transformation et de rénovation du bâtiment existant à Châtel-Saint-Denis

Attribution d'un mandat à un groupement pluridisciplinaire de mandataires composé d'un architecte (pilote), d'un ingénieur civil et des ingénieurs spécialisés en installations techniques du bâtiment CVSE, ainsi que d'un spécialiste AEAI, d'un acousticien et d'un physicien du bâtiment

CONDITIONS ADMINISTRATIVES D'APPEL D'OFFRES

Procédure ouverte soumise à l'AIMP et aux Accords internationaux sur les marchés publics

Version du 11 juin 2020

Raison sociale du bureau d'architecte (pilote) : _____

Nom et prénom de la personne de contact : _____

Adresse : _____

Téléphone : _____ **E-mail :** _____

Montant de l'offre TTC (report de l'annexe R1) :	.—
Nombre d'heures total :	

Date : _____ **Signature(s) * :** _____

* En signant le présent document, le candidat, représenté par l'architecte en tant que pilote du dossier, s'engage également sur le contenu de toutes les annexes

TABLE DES MATIERES

1. PROCÉDURE ET COMPÉTENCES REQUISES.....	Page 3
2. INFORMATIONS GÉNÉRALES	Page 4
3. CONDITIONS DE PARTICIPATION	Page 7
4. EXIGENCES ADMINISTRATIVES DE LA PROCÉDURE	Page 11
5. ENGAGEMENTS DU CANDIDAT	Page 18

ANNEXES LIÉES AUX ÉLÉMENTS D'APPRÉCIATION DE L'OFFRE

(à retourner complétées à l'adjudicateur)

- Annexe P1 (attestation sur l'honneur) – A fournir par tous les bureaux membres du groupement
- Annexe P4 (caractéristiques) – A compléter pour tous les bureaux membres du groupement
- Annexe P5 (assurance RC) – A fournir par tous les bureaux membres du groupement
- Annexe P6 (égalité hommes-femmes) – A fournir par tous les bureaux membres du groupement
- Annexe Q8 (références) – A fournir par tous les bureaux membres du groupement
- Annexe R1 (offre d'honoraires totale)
- Annexe R6 (planning)
- Annexe R8 (répartition des tâches et des responsabilités)
- Annexe R9 (qualifications et références des personnes-clés)
- Annexe R13 (méthodes et outils de travail)

ANNEXES REMISES À CHAQUE CANDIDAT EN LIEN AVEC L'APPEL D'OFFRES

- Projet et ses annexes :
 - Plans du projet mis à l'enquête publique
 - Dossier administratif complet de mise à l'enquête publique
 - Descriptifs du projet et des concepts statiques et énergétiques
 - Descriptifs de l'ingénieur civil et des ingénieurs CVSE, y.c. schémas et concepts techniques
 - Devis général estimatif du montant des travaux
 - Diagnostics et expertises

AUTRES INFORMATIONS IMPORTANTES ACCESSIBLES SUR UN SITE INTERNET

- www.simap.ch (page Fribourg : Loi cantonale sur les marchés publics et son règlement d'application)
- www.chatel-st-denis.ch (informations sur les règlements applicables sur le territoire de la Commune)
- <https://www.admin.ch/opc/fr/classified-compilation/20002658/index.html> Loi fédérale sur l'élimination des inégalités
- <http://www.bafu.admin.ch/laerm/10526/10527/10989/?lang=fr> Directive sur le bruit des chantiers, OFEV
- <http://www.bafu.admin.ch/publikationen/publikation/00446/index.html?> Directive pour la valorisation, le traitement et le stockage des matériaux d'excavation et déblais (Directive sur les matériaux d'excavation) de juin 1999, OFEFP
- <http://www.fr.ch/seca/fr/pub/index.cfm> (directives du Service cantonal des constructions et de l'aménagement)
- www.fr.ch (site officiel de l'Etat de Fribourg)
- www.ecab.ch (directives cantonales sur la prévention des sinistres)
- <https://bdlf.fr.ch/frontend/versions/3537?locale=fr> (Loi cantonale sur l'énergie)
- <https://bdlf.fr.ch/frontend/versions/4699?locale=fr> (Règlement cantonal sur l'énergie)
- www.sia.ch (commande règlements SIA pour les exigences et directives de construction)
- www.minergie.ch (exigences de performance du Label Minergie « transformation »)

Glossaire :

AIMP	Accord intercantonal sur les marchés publics
AMP-OMC	Accord international de l'OMC (ex-GATT) sur les marchés publics
BAMO	Bureau d'assistance au Maître de l'ouvrage
MO	Maître de l'ouvrage
SECO	Secrétariat d'Etat à l'économie
SIA	Société suisse des ingénieurs et des architectes
SIMAP	Système d'information sur les marchés publics en Suisse

PLANIFICATION DE LA PROCÉDURE (SOUS TOUTES RÉSERVES)

Date de la publication officielle	Vendredi 12 juin 2020
Visite du bâtiment (rendez-vous rue des Misets 3)	Jeudi 18 juin 2020 à 10h00
Délai pour le dépôt des questions	Vendredi 19 juin 2020
Réponses de l'adjudicateur	Vendredi 26 juin 2020
Délai pour le dépôt des offres <i>(le cachet postal ne fait pas foi)</i>	Mercredi 22 juillet 2020 à 11h00
Date de la séance du Comité d'évaluation	Mardi 18 août 2020 de 07h30 à 09h30
Date de l'audition éventuelle <i>(à réserver)</i>	Jeudi 20 août 2020 de 07h30 à 11h30
Date envisagée pour la décision d'adjudication *	D'ici fin août 2020
Vote du crédit d'étude	D'ici fin septembre 2020
Date envisagée pour la signature du contrat	D'ici fin septembre 2020 **
Date prévue pour le démarrage du mandat	Dès le 1 ^{er} octobre 2020 **

* Sous réserve du vote du crédit d'étude

** Sous réserve qu'il n'y ait pas de recours contre la décision d'adjudication

1. PROCÉDURE ET COMPÉTENCES REQUISES

Le Réseau Santé et Social de la Veveyse (ci-après : RSSV ou Maître de l'ouvrage ou adjudicateur) lance un appel d'offres de services en procédure ouverte au niveau international pour le projet d'assainissement, de rénovation et de transformation de son immeuble sis Place d'Armes 30 à Châtel-Saint-Denis, dont il est propriétaire.

La procédure concerne l'attribution d'un mandat en groupement pluridisciplinaire de mandataires composé d'un **architecte (pilote)**, d'un **ingénieur civil et des ingénieurs spécialisés en installations techniques du bâtiment CVSE**, ainsi que d'un **spécialiste en défense incendie AEAI**, d'un **acousticien et d'un physicien du bâtiment** (ci-après : groupement, candidat ou soumissionnaire). L'absence d'une compétence entraînera l'exclusion de l'offre.

Les compétences susmentionnées ou certaines de celles-ci peuvent être réunies au sein d'un même bureau.

Chaque bureau membre du groupement pluridisciplinaire de mandataires doit remplir les exigences des annexes P1, P5 et P6 et dans la mesure du possible l'une des deux conditions suivantes pour au moins un de leurs collaborateurs et ceci pour chaque compétence requise :

- être porteur, à la date du dépôt de l'offre, d'un diplôme des Ecoles Polytechniques Fédérales de Lausanne et de Zurich (EPF), des Hautes Ecoles Spécialisées (HES ou ETS), de l'Académie d'architecture de Mendrisio, ou d'un diplôme étranger bénéficiant de l'équivalence ;
- être inscrit, à la date du dépôt de l'offre, au Registre des professionnels de l'ingénierie, de l'architecture et de l'environnement REG A ou REG B de la Fondation des registres suisses des professionnels de l'ingénierie, de l'architecture et de l'environnement (<https://reg.ch/registres/registres/>), ou à un registre officiel professionnel étranger jugé équivalent selon l'administration fédérale.

Le bureau d'architecte (pilote) doit présenter en annexe Q8 au moins une de ses références qui remplit les exigences minimales suivantes, sous peine d'exclusion de l'offre :

- maîtrise des plans d'exécution, des appels d'offres publics selon l'AIMP et de la direction des travaux (phases SIA 41 à 53 selon le Règlement SIA 102 achevées après le 1^{er} juillet 2015), ceci pour un immeuble neuf de logements d'un montant total d'au moins CHF 5 millions TTC (CFC 1 à 5) et construit de manière traditionnelle, donc sans entreprise générale ou totale, pour une entité publique ;

Le chef ou la cheffe de projet désigné(e) en annexe R9, personne-clé du bureau d'architectes, doit présenter au moins une de ses références personnelles qui remplit les exigences minimales suivantes, sous peine d'exclusion de l'offre :

- **aptitude à diriger un projet pour les phases 41 à 53 selon le règlement SIA 102, achevées après le 1^{er} juillet 2015, concernant la construction neuf de logements d'un montant total d'au moins CHF 5 millions TTC (CFC 1 à 5), et construit de manière traditionnelle, donc sans entreprise générale ou totale, pour une entité publique.**

Il appartient au candidat de proposer ses meilleurs spécialistes (annexe R9) à même d'exécuter les prestations de manière optimale et de proposer un système de management de projet (coûts, délais et qualités) et de gestion de chantier en adéquation avec les exigences de ce genre de projet.

Le/la chef(-fe) de projet devra démontrer sa disponibilité sur toute la durée d'exécution du projet.

2. INFORMATIONS GENERALES

2.1 Entité adjudicatrice

Réseau Santé et Social de la Veveyse (RSSV)
Route des Misets 3
1618 Châtel-Saint-Denis

2.2 Coordonnées du mandataire, organisateur de la procédure

Vallat Partenaires SA
Conseils en management de projets et en marchés publics
Rue des Tuillières 1
1196 Gland

2.3 Nature et importance du marché

2.3.1 Objet de l'appel d'offres

Il est remis en annexe un dossier complet des plans du projet, le descriptif de construction et le dossier administratif de mise à l'enquête du projet tel que déposé en vue de l'obtention du permis de construire.

Le mandat concerne le projet d'assainissement, de rénovation et de transformation du bâtiment Place d'Armes 30 à Châtel-Saint-Denis. Quelques aménagements extérieurs avec de nouveaux accès et des places de parc sont également prévus.

Le présent appel d'offres est la mise en concurrence d'un **contrat à coût et heures plafonnés** pour la réalisation complète du projet selon les descriptifs de la construction et leurs annexes, pour des prestations d'architecte, d'ingénieur civil, d'ingénieurs CVSE et de spécialiste en défense incendie AEAI.

Le candidat doit démontrer qu'il s'engage, au-travers de son offre et par la suite lors de l'exécution du marché, à respecter, notamment, les points suivants:

- posséder la capacité, la compétence et le savoir-faire nécessaires pour exécuter les prestations en conformité avec les exigences du projet et les attentes du Maître de l'ouvrage, tout en respectant les lois, règlements et directives en matière de construction et d'appels d'offres publics ;
- prévoir l'optimisation qualitative des concepts techniques en vue de l'exécution et de la mise en concurrence des entreprises ;
- procéder à tous les choix de matériaux, de couleurs et de finitions, ainsi que des équipements, ceci dès le démarrage du mandat et en étroite concertation avec les représentants du Maître de l'ouvrage ;
- respecter les objectifs budgétaire et de planification, mais également de qualité de mise en œuvre optimale des travaux et de finitions ;
- garantir la qualité d'exécution de toute partie de l'ouvrage selon un standard en correspondance avec l'affectation des locaux d'une part et, d'autre part, avec les exigences acoustiques, énergétiques et de sécurité satisfaisant les besoins des utilisateurs ;
- tendre à satisfaire les exigences et performances du Label Minergie « Rénovation », mais sans obtention du Label ;
- fournir toute information et document nécessaires pour un Maître d'ouvrage public qui doit être informé en toute transparence sur les coûts, délais et conditions d'exécution, pendant toute la durée de l'opération jusqu'à et y compris les périodes de garantie.

INFORMATIONS IMPORTANTES :

- a) En déposant son offre, le candidat accepte tacitement que l'adjudicateur puisse interrompre ou abandonner à tout moment la procédure si le résultat de la présente procédure dépasse sensiblement l'objectif financier que s'est fixé le Maître de l'ouvrage.
- b) Les plans du permis de construire et le contenu du permis de construire devront être respectés.
- c) L'adjudicataire du marché recevra le dossier de plans complet dans un format exploitable (DXF et/ou DWG).

2.3.2 Prestations et honoraires du mandataire

Les prestations à exécuter sont celles décrites dans les règlements 112 et SIA 102 à 108 pour les phases 41 à 53.

Outre ses propres prestations de coordination interne, le groupement pluridisciplinaire de mandataires devra inclure dans ses honoraires les prestations pour la conduite, la gestion et la coordination générale du projet, ainsi que toutes les démarches nécessaires vis-à-vis des services communaux et cantonaux et celles pour appliquer les lois, règlements et normes en vigueur, y compris les exigences de la législation cantonale sur les marchés publics.

Il est impératif que le groupement chiffre ses honoraires en se basant sur le coût des travaux déterminant qui est estimé à **CHF 6'736'176.— HT (voir détaillé annexé, CFC 1 à 4, hors honoraires)**. Il n'est pas imposé un mode de calcul des honoraires, mais celui-ci devra être présenté de manière détaillée avec l'annexe R1 sous deux versions : 1) phase 52 de travaux de manière « traditionnelle » et 2) phase de travaux en « entreprise générale ».

L'adjudicateur se réserve la possibilité de compléter le marché après son adjudication pour des prestations en lien direct avec le présent projet et sa parcelle, ceci en application de l'article 9 du règlement cantonal sur les marchés publics (RSF 122.91.11). Le cas échéant, l'avenant au contrat sera négocié de gré à gré sur la base de l'offre et les tarifs de la présente offre.

2.3.3 Délais

La demande d'autorisation de construire est en cours. Il est envisagé un démarrage des prestations au 1^{er} octobre 2021.

Le candidat devra donc proposer une planification détaillée des prestations par phase SIA selon l'Annexe R6. Il est impératif que les locaux soient mis à disposition au plus vite, mais au plus tard d'ici fin décembre 2023.

Il devra tenir compte qu'il est prévu que le bâtiment soit vidé de tous ses locataires avant le début du chantier et que certains travaux devront être réalisés dans une première étape, à savoir l'ascenseur et certaines transformations dans le bâtiment ancien côté rue des Misets, ceci afin d'y loger des locataires du bâtiment de l'année 1972.

Le Maître de l'ouvrage se réserve la possibilité de réaliser les travaux en entreprise générale.

2.3.4 Organigramme du projet

Les autres mandataires spécialisés (par exemple : géomètre, etc.) nécessaires à la bonne exécution des études et des travaux seront mandatés de gré à gré par l'adjudicateur, ceci pour autant qu'ils soient jugés nécessaires. Le cas échéant, ils devront collaborer étroitement avec l'équipe lauréate adjudicataire du présent marché, en particulier l'architecte comme coordinateur du projet. Sur demande de l'adjudicateur, l'adjudicataire du présent marché peut proposer des bureaux spécialisés à l'issue de la procédure. La décision d'adjudication reste de la compétence de l'adjudicateur.

Il n'est pas décidé à ce jour s'il sera attribué un mandat d'AMO (assistance à la maîtrise d'ouvrage). Donc, le groupement pluridisciplinaire de mandataires agira comme planificateur général et devra assumer toutes les tâches de direction, de gestion et de coordination du projet, y compris pour le suivi des prestations de mandataires sous contrat direct avec le MO.

3. CONDITIONS DE PARTICIPATION

3.1 Délai pour la remise des offres

Les offres doivent parvenir au plus tard dans le calendrier indiqué en page 3, ceci auprès de l'organisateur de la procédure (chiffre 2.2).

Il appartient au candidat de tout mettre en œuvre pour respecter cette échéance. Les offres arrivées après le délai fixé seront exclues de la procédure.

Le candidat supportera intégralement les conséquences résultant d'un retard d'acheminement en cas d'envoi par la voie postale. Le cachet postal ne fait pas foi pour le respect du délai.

Tout comme la preuve d'un diplôme ou de l'inscription sur un registre professionnel, les annexes P1, P5 et P6 du Guide romand sur les marchés publics devront être remises en même temps que l'offre, datées et signées par tous les mandataires membres du groupement.

3.2 Présentation de l'offre

Le candidat doit déposer son offre originale **sous forme papier en 2 exemplaires et sur un support CD-Rom ou clé USB.**

L'enveloppe portera la mention : « **RSSV – Projet d'assainissement et de transformation à Châtel-Saint-Denis – Offre** ».

Le candidat devra respecter strictement la forme et le contenu demandés par l'adjudicateur.

Si un nombre de pages maximum est requis, l'adjudicateur ne prendra pas en considération les informations des pages surnuméraires. Une page A4 est considérée uniquement recto. Toutefois, si plusieurs pages A4 sont requises au maximum, le candidat peut les présenter recto-verso (exemple : 3 pages A4 = 1 page A4 recto-verso + 1 page recto).

Les schémas et croquis éventuels devront être explicites et les textes devront posséder un format qui facilite la lecture.

Tous les documents devront être soigneusement reliés (spirale) ou intégrés dans un classeur A4, avec de manière visible soit sur la page de garde, soit sur la tranche et/ou sur la face principale, la raison sociale du candidat et le nom « **RSSV – Projet d'assainissement et de transformation à Châtel-Saint-Denis – Offre** ».

L'ordre des documents doit permettre la recherche aisée de l'information (P-Q-R) avec l'aide d'une table des matières.

3.3 Recevabilité de l'offre

L'adjudicateur ne prendra en considération que les offres qui respectent les conditions de participation, à savoir les offres qui :

- sont arrivées dans le délai imposé et à l'adresse fixée ;
- sont signées et datées par la ou les personnes responsables de l'offre par procuration ;
- proviennent de bureaux dont le siège social se trouve en Suisse ou dans un pays qui a ratifié l'Accord du GATT / OMC (AMP) sur les marchés publics du 15 avril 1994 et qui offre la pleine réciprocité aux candidats suisses en matière d'accès à leurs marchés publics ;
- sont présentée dans une des langues exigées par l'adjudicateur ;
- remplissent l'aptitude minimale requise au § 1 ;
- respectent les conditions et exigences de recevabilité citées dans le présent document.

3.4 Inscription et demande de dossier

Aucun délai et aucune modalité administrative d'inscription n'ont été fixés. En déposant son offre, le candidat est considéré comme inscrit. Le dossier est téléchargeable sur le site internet SIMAP.CH, mais le fait de s'inscrire sur ce site n'équivaut pas à une demande de dossier.

3.5 Emolument d'inscription et/ou frais de dossier

L'adjudicateur n'a fixé aucun émolument d'inscription, ni frais de dossier.

3.6 Motifs d'exclusion

Outre les motifs de non recevabilité de son offre suite à la vérification des conditions fixées dans le présent document, un candidat sera également exclu de la procédure s'il trompe ou cherche à tromper intentionnellement l'adjudicateur en déposant des documents faux ou erronés, en fournissant des informations caduques ou mensongères, en proposant des preuves falsifiées ou non certifiées officiellement et s'il a modifié les bases d'un document remis via un support électronique (CD-ROM, site internet, etc.) ou sous forme papier.

3.7 Conflit d'intérêt

Un conflit d'intérêt est déterminé par le fait qu'un bureau, une entreprise, un collaborateur ou un associé est en relation d'affaire ou possède un lien de parenté avec un des membres du comité d'évaluation et du Comité de direction du RSSV. En cas de doute, le site de la SIA (www.sia.ch) rubrique « Concours » → « Lignes directrices », possède un document qui rappelle les conditions du conflit d'intérêt.

Il appartient au concurrent de l'annoncer au plus vite à l'adjudicateur mais au plus tard au moment du dépôt de son offre. Le cas échéant, l'adjudicateur remplacera le membre du Comité d'évaluation concerné pour autant que celui-ci ne soit pas l'organisateur de la procédure.

3.8 Incompatibilité

Liste des bureaux pré-impliqués qui ne sont pas autorisés à participer à la procédure :

Nom du bureau	Type de prestation
Vallat Partenaires SA	BAMO du projet et organisateur de l'appel d'offres

Liste des bureaux pré-impliqués qui sont autorisés à participer à la procédure pour autant qu'il soient dans le profil des compétences recherchées :

Nom de l'entreprise	Type de prestation
Atelier 78 Sàrl	Auteur du projet pour les phases 31 à 33 selon SIA 102
OVALE & Partenaires Sàrl	Pré-dimensionnement et études statiques du projet
Ingénieurs-Conseils Scherler SA	Concept énergétique et études CVSE + AEAI du projet
Geosud SA	Géomètre pour la mise à l'enquête du projet
Groupe E SA	Rapport Ecoscan (2012)
EMCH+BERGER SA	Analyse de l'état du bâtiment et Masterplan (2010)
Manuel Tâche	Diagnostic amiante et PCB « avant-travaux » (2017)

Toute personne et bureau pré-impliqués dans le cadre de ce projet, sont informés qu'ils possèdent un devoir de réserve et de confidentialité sur les informations qu'ils détiennent. Ils ne peuvent donc transmettre ces informations à des bureaux tiers sans en informer l'organisateur de la procédure. Ils peuvent être sollicités à soutenir le Maître de l'ouvrage ou l'organisateur de la procédure pour les réponses aux questions des concurrents, en particulier si cela concerne un document fourni dans le cadre de cet appel d'offres.

Pendant la procédure, le fait qu'un candidat ait pu obtenir une information ou un document, voire qu'il détient une information ou un document de manière privilégiée par rapport aux autres candidats, représente une violation grave du principe de l'égalité de traitement et entraîne son exclusion immédiate de la procédure si cela fausse ou a faussé la concurrence.

L'adjudicateur se réserve le droit de déposer une requête en dommages et intérêts à l'encontre du bureau qui a nui à l'efficacité de la mise en concurrence ou que cela a apporté un préjudice important pour le Maître de l'ouvrage, notamment de devoir renouveler l'appel d'offres.

3.9 Nombre d'offres

Un bureau d'architectes et un bureau d'ingénieurs civils, ainsi que le ou les bureaux d'ingénieurs spécialisés en installations techniques du bâtiment CVSE ne peuvent participer qu'à un seul groupement pluridisciplinaire de mandataires.

L'ingénieur spécialiste en défense incendie AEAI, l'acousticien et le physicien du bâtiment requis dans la composition du groupement pluridisciplinaire de mandataires peuvent participer à plusieurs groupements pluridisciplinaires de mandataires, mais au maximum à 3.

Les bureaux portant la même raison sociale et dont l'activité est identique, même issus de cantons différents, ne pourront inscrire qu'un seul bureau, succursale ou filiale pour la même compétence.

Un spécialiste pour une compétence au sein d'un bureau ne pourra participer qu'avec ce bureau.

Les bureaux ou entreprises ne portant pas la même raison sociale, mais dont l'activité est identique et dont l'affiliation commerciale, juridique et décisionnelle peut être prouvée, ne pourront inscrire qu'un seul bureau, succursale ou filiale. Dans ce dernier cas, l'adjudicateur peut demander au candidat concerné des preuves de son indépendance commerciale, juridique et décisionnelle vis-à-vis d'autres candidats portant ou non la même raison sociale.

Le non-respect de ces conditions entraînera l'exclusion de toutes les offres concernées. Demeure réservé le retrait spontané d'un candidat dans le but d'annuler le non-respect de cette exigence.

3.10 Association de bureaux

L'association de bureaux pour la même compétence n'est pas admise. Le non-respect de cette condition entraînera l'exclusion de l'offre concernée. Par contre, un bureau peut regrouper toutes ou certaines compétences.

3.11 Sous-traitance

La sous-traitance n'est admise que pour les prestations de spécialiste en défense incendie AEAI. Le non-respect de cette condition entraînera l'exclusion de l'offre.

3.12 Langue officielle de la procédure et pour l'exécution du marché

La langue officielle acceptée pendant la durée de la procédure, ainsi que pour l'exécution du marché, pour toute information, documentation, audition et échanges de courrier, est le **français**. Le non-respect de cette condition entraînera l'exclusion de l'offre.

3.13 Devise monétaire applicable

La devise monétaire acceptée pendant la durée de la procédure et pour l'exécution du marché est le **Franç suisse (CHF)**. Le non-respect de cette condition entraînera l'exclusion de l'offre.

3.14 Droit d'auteur, propriété et confidentialité des documents et informations

L'architecte ayant réalisé les études du projet à ce jour reste auteur du projet tel que mis à l'enquête publique. Toute information, promotion et publicité sur ce projet, y compris lors de la cérémonie d'inauguration et dans tout document présentant le projet, devra mentionner son nom et ses coordonnées, ainsi que le fait qu'il est l'auteur du projet.

Le droit d'auteur des documents produits par le groupement adjudicataire du présent marché reste acquis au prestataire qui exécute la prestation. Il sera habilité à mentionner publiquement qu'il était le prestataire en charge de la réalisation des travaux.

Le Maître de l'ouvrage possède un droit d'usage libre et unique dans un format exploitable des documents et plans qui sont élaborés par le prestataire qui a été payé pour ladite prestation.

Les documents qui sont remis pour l'offre du candidat restent confidentiels et demeurent la propriété de l'adjudicateur pour la durée de la procédure jusqu'à et y compris l'extinction complète de toute voie de recours.

3.15 Durée de validité de l'offre

La durée de validité de l'offre est jusqu'au **31 décembre 2023**.

Passée cette échéance et pour autant que le contrat n'ait pas été signé auparavant, l'offre sera automatiquement adaptée au 1^{er} janvier 2024 selon l'évolution de l'indice de référence du SECO relatif aux prestations de services de construction durant l'année 2023, et ainsi de suite d'année en année.

Une offre déposée est considérée comme définitive et ferme. Elle ne peut plus être retirée unilatéralement par le candidat durant la période de validité fixée par l'adjudicateur à moins d'une justification telle qu'une procédure de sursis concordataire, de mise en faillite ou de mise en poursuite, susceptible de remettre en question le bien-fondé de la décision d'adjudication. La justification peut également s'appuyer sur un élément extérieur indépendant de la volonté du candidat, voire sur une erreur essentielle au sens de l'art. 24, alinéa 1, chiffre 4 du Code des obligations (CO). Le cas échéant, l'intéressé engage sa responsabilité contractuelle en application de l'art. 26 du CO.

3.16 Variante d'offre

Le Maître de l'ouvrage n'a pas encore décidé de réaliser les travaux (phase 52 selon SIA 112) de manière traditionnelle ou par une entreprise générale. Raison pour laquelle, il est requis une offre d'honoraires et une planification pour les deux variantes d'exécution. Le fait de ne répondre qu'à une des deux variantes est un motif d'exclusion de l'offre.

D'autres variantes d'offre ne sont pas admises et ne seront pas prises en considération.

3.17 Indemnisation

L'élaboration d'une offre ne donne droit à aucune indemnité. Le candidat ne peut donc faire valoir une note de frais ou une indemnisation auprès de l'adjudicateur pour toute démarche se rapportant à la procédure ou pour le rendu de son offre, ceci même si la procédure devait être abandonnée ou interrompue.

3.18 Marché divisé en lots

Le marché n'est pas divisé en lots. Le candidat a l'obligation de fournir une offre pour l'ensemble du marché mis en concurrence.

3.19 Option de mandat

L'adjudicateur se réserve la possibilité de compléter le marché après son adjudication pour des prestations en lien direct avec le présent projet, ceci en application de l'article 9 du Règlement cantonal d'application de la Loi sur les marchés publics. Le cas échéant, l'avenant au contrat sera négocié de gré à gré sur la base de l'offre de base. Cela peut notamment concerner les travaux de liaison avec des bâtiments existants ou futurs sis sur la parcelle du RSSV.

3.20 Offre partielle

Les offres partielles ne sont pas acceptées. Le cas échéant, l'offre sera exclue de la procédure.

3.21 Taxe sur la valeur ajoutée

En l'absence de toute information, les montants sont considérés toutes taxes comprises (TTC). Le candidat a l'obligation d'indiquer le taux TVA qu'il applique pour le marché.

4. EXIGENCES ADMINISTRATIVES DE LA PROCEDURE

4.1 Bases légales

La procédure est soumise à :

- l'accord du GATT / OMC (AMP) sur les marchés publics du 15.04.1994 ;
- l'accord bilatéral sur certains aspects relatifs aux marchés publics entre la Suisse et l'Union européenne, entré en vigueur le 1.06.2002 ;
- la Loi fédérale sur les cartels et autres restrictions à la concurrence du 6.10.1995 ;
- la Loi fédérale sur la concurrence déloyale (LCD) du 19.12.1986 ;
- la Loi fédérale sur le marché intérieur (LMI) du 6.10.1995 ;
- l'accord intercantonal sur les marchés publics (AIMP) du 25.11.1994, révisé le 15.03.2001 ;
- la Loi cantonale fribourgeoise sur les marchés publics (LMP) et son règlement d'application (RMP).

Les textes légaux peuvent être obtenus auprès de la Chancellerie d'Etat ou téléchargés sur le site Internet SIMAP.CH.

4.2 Engagements de l'adjudicateur

L'adjudicateur s'engage auprès des candidats à :

- traiter de manière confidentielle toutes les informations et documents portés à sa connaissance durant la procédure ; font exception les renseignements qui doivent être publiés lors de et après l'adjudication ou impérativement communiqués aux candidats qui ne sont pas adjudicataires, ceci sur ordre de l'autorité judiciaire ;
- interdire l'accès aux documents et informations par des tiers ou toute personne externe à la procédure, sans le consentement du candidat ;
- organiser la procédure avec un esprit d'équité, d'impartialité et de loyauté ;
- assurer la transparence de la procédure ;
- garantir un déroulement optimal de la procédure.

4.3 Visite du site d'exécution

Il est organisé une visite des bâtiments à la date indiquée dans le calendrier de la page 3. Le rendez-vous est à l'entrée rue des Misets 3.

Il ne sera pas possible de poser des questions sur place. Ces questions devront être posées selon les modalités indiquées au § 4.4 ci-après.

4.4 Délai pour poser des questions

Les questions éventuelles doivent parvenir au plus tard à la date indiquée dans le calendrier de la page 3, ceci auprès de :

Sur le site Internet www.simap.ch ou à office@v-partenaires.ch
En cas d'envoi par e-mail, les questions doivent être au format Word et avec la mention : « RSSV – Questions »

Seules les coordonnées ci-dessus font foi.

Les mandataires pré-impliqués, les membres du comité d'évaluation, les membres de la direction et du Comité de projet du RSSV ne sont pas autorisés à répondre directement aux questions des candidats.

L'adjudicateur répondra uniquement aux questions arrivées dans le délai fixé, posées par écrit et transmises sous la forme électronique (sur le site internet SIMAP.CH ou par e-mail). Il ne traitera aucune demande par téléphone, comme il se réserve le droit de refuser de répondre aux questions sans rapport avec le marché mis en concurrence.

Les questions doivent être précises et concises, avec référence à un chapitre et/ou à un document remis par l'adjudicateur. Ce dernier répondra aux questions sous la forme d'un fichier qui pourra être téléchargé sur le site internet SIMAP.CH dans le délai indiqué dans le calendrier de la page 3. Dans ce sens, l'adjudicateur recommande aux candidats de conserver leur code d'accès au site Internet fourni par ce dernier après que le candidat s'y soit inscrit.

4.5 Ouverture des offres

L'adjudicateur ne procédera pas à une ouverture publique des offres. L'ouverture des offres est un acte formel de réception qui est sujet à une vérification plus approfondie par la suite.

Le procès-verbal d'ouverture officielle des offres peut être obtenu sur demande écrite adressée à l'organisateur de la procédure, ceci au plus tôt après toutes les démarches de clarification et les éventuelles auditions.

4.6 Audition des candidats

Une éventuelle audition des candidats sera organisée à la date indiquée dans le calendrier de la page 3. L'adjudicateur se réserve la possibilité d'annuler les auditions s'il estime qu'elles ne sont pas nécessaires pour prendre sa décision, voire de n'auditionner que les candidats ayant des chances réelles d'obtenir le marché. Comme il se réserve le droit de réaliser autant d'auditions qu'il le souhaite si cela se justifie pour prendre une décision objective. Le cas échéant, l'adjudicateur informera ultérieurement chaque candidat du lieu, de l'heure exacte et de la durée de son audition, ainsi que les thèmes qui seront abordés.

Avant, pendant et après l'audition, le candidat ne pourra pas apporter d'éléments nouveaux ou modifier son offre, au risque de se voir exclu de la procédure, à moins que l'adjudicateur le demande expressément à tous les candidats et que cela ne constitue pas une forme de négociation de l'offre. Le déroulement de l'audition est identique pour tous les candidats.

L'audition fera l'objet d'un procès-verbal dans lequel seront énumérées les informations essentielles qui ont été échangées au cours de l'audition. Certaines questions peuvent porter sur les conditions contractuelles.

4.7 Critères d'adjudication

CRITERES & ELEMENTS D'APPRECIATION	POIDS
1. PERSONNES-CLÉS *	25 %
<ul style="list-style-type: none"> Qualifications et expériences des personnes-clés désignées pour l'exécution du marché (annexe R9) 	
2. MONTANT DES HONORAIRES *	25 %
<ul style="list-style-type: none"> Offre d'honoraires (annexe R1) selon la variante « traditionnelle » 	
3. ORGANISATION DU CANDIDAT *	20 %
<ul style="list-style-type: none"> Capacité des bureaux à assumer le mandat (annexe P4) Répartition des tâches et des responsabilités (annexe R8) Planification du mandat (annexe R6) selon la variante « traditionnelle » Méthodes et outils de travail (annexe R13) 	
4. RÉFÉRENCES DES BUREAUX *	20 %
<ul style="list-style-type: none"> Qualité et adéquation des références des bureaux (annexe Q8) 	
5. TEMPS CONSACRÉ POUR L'EXÉCUTION DU MARCHÉ *	10 %
<ul style="list-style-type: none"> Nombre d'heures nécessaires pour l'exécution du marché (annexe R1) selon la variante « traditionnelle » 	

* *Critère éliminatoire selon les conditions fixées au chiffre 4.17 ci-après et s'il n'y a pas les 2 variantes d'offre.*

Si le nombre et l'ordre d'importance des critères sont définitifs et annoncés préalablement, l'adjudicateur se réserve le droit de fixer autant d'éléments d'appréciation qu'il est nécessaire pour départager les candidats, ceci en respectant l'égalité de traitement et le principe de la transparence.

Les éléments d'appréciation d'un critère principal sont en relation directe avec un des critères et ne sont pas sous-pondérés. Ils servent donc à donner une note globale au critère principal.

4.8 Evaluation des offres

L'évaluation des offres se basera exclusivement sur l'offre, ainsi que sur les indications fournies par les candidats et sur les informations demandées par l'adjudicateur. Elle n'est basée que sur des critères annoncés aux candidats préalablement et est placée sous la responsabilité du comité d'évaluation.

L'adjudication est attribuée à l'offre économiquement la plus avantageuse, à savoir après évaluation qualitative et financière de l'offre, en adéquation avec les attentes de l'adjudicateur sous la forme de critères d'adjudication.

Si deux ou plusieurs candidats se trouvent dans une situation de quasi-égalité de points (moins de 10 points d'écart sur 500), l'adjudicateur choisira le candidat qui a obtenu la meilleure note sur le critère du prix. Si les candidats ont obtenu la même note, le 1^{er} critère sera pris en considération et ensuite le 3^{ème} critère, et ainsi de suite.

4.9 Barème des notes

Le barème des notes est de 0 à 5 selon la recommandation du Guide romand :

Annexe T1

Barème des notes

0		⇒	Candidat qui n'a pas fourni l'information ou le document non éliminatoire demandé par rapport à un critère fixé
1	Insuffisant	⇒	Candidat qui a fourni l'information ou le document demandé par rapport à un critère fixé, mais dont le contenu ne répond pas aux attentes
2	Partiellement suffisant	⇒	Candidat qui a fourni l'information ou le document demandé par rapport à un critère fixé, mais dont le contenu ne répond que partiellement aux attentes
3	Suffisant	⇒	Candidat qui a fourni l'information ou le document demandé par rapport à un critère fixé et dont le contenu répond aux attentes minimales, mais qui ne présente aucun avantage particulier par rapport aux autres candidats
4	Bon et avantageux	⇒	Candidat qui a fourni l'information ou le document demandé par rapport à un critère fixé, dont le contenu répond aux attentes et qui présente un minimum d'avantages particuliers par rapport aux autres candidats, ceci sans tomber dans la surqualité ou la surqualification
5	Très intéressant	⇒	Candidat qui a fourni l'information ou le document demandé par rapport à un critère fixé, dont le contenu répond aux attentes avec beaucoup d'avantages particuliers par rapport aux autres candidats, ceci sans tomber dans la surqualité ou la surqualification

CROMP - Guide romand pour les marchés publics

Le fait qu'un candidat reçoive la note 0 signifie qu'il n'a pas fourni l'information demandée par rapport à un critère annoncé ou que le contenu de son offre ne correspond pas du tout aux attentes de l'adjudicateur par rapport au marché à exécuter. Les notes sont également dépendantes de la comparaison avec les autres candidats.

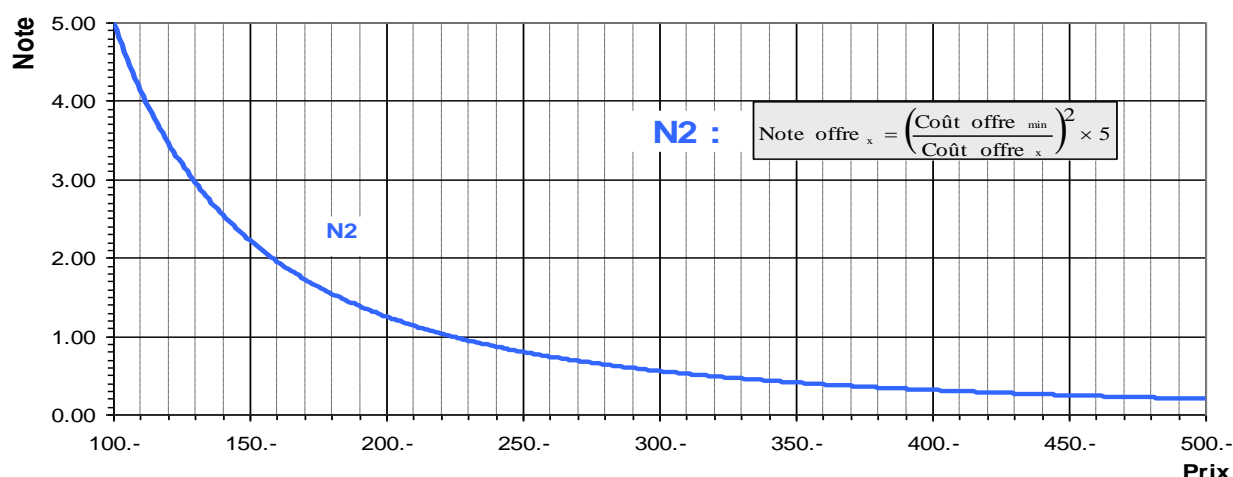
La note peut être précise jusqu'au centième pour le critère du prix et du temps consacré (par exemple : 3,46), et à la demie-note pour les autres critères.

L'adjudicateur n'a pas l'obligation de noter les sous-critères ou les éléments d'appréciation. Le cas échéant, il donnera des appréciations qui permettront de noter le critère générique.

4.10 Notation du prix

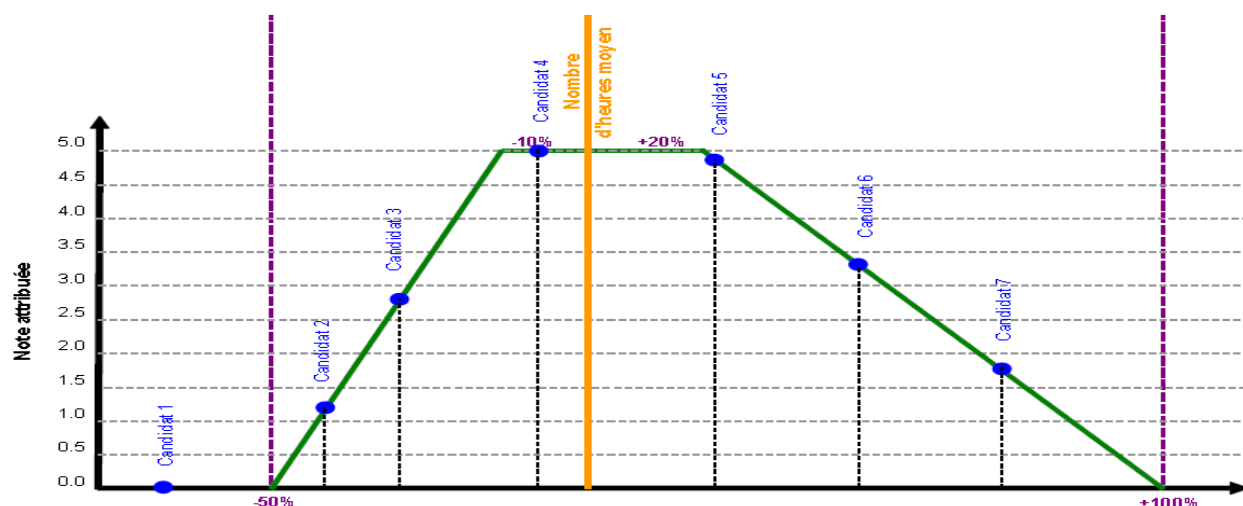
La notation du prix se fera selon la méthode **au carré du Guide romand** : montant de l'offre la moins disante à la puissance 2, multiplié par la note maximale possible (note 5), le tout divisé par le montant de l'offre concernée à la puissance 2.

$$\text{Note offre}_x = \left(\frac{\text{Coût offre min}}{\text{Coût offre}_x} \right)^2 \times 5$$



4.11 Notation du temps consacré pour l'exécution du marché

La notation du temps consacré pour l'exécution du marché se fera selon la méthode **dite du « Trapèze » du Guide romand** :



En tenant compte de la moyenne des heures ou des jours proposés par les candidats pour exécuter le marché. Plus le candidat s'éloigne de la valeur moyenne, plus il sera mal noté. L'adjudicateur fixe de part et d'autre de la moyenne un pourcentage (normalement -10 à +20%) à partir duquel le nombre d'heures ou jours proposé par un candidat recevra une note dégressive. La note 0 est attribuée à un nombre d'heures ou de jours qui est au-delà d'un certain pourcentage (normalement -50% à +100%) de part et d'autre de la moyenne.

Le nombre d'heures moyen peut être estimé par l'adjudicateur si le nombre d'offres déposées est < 5.

4.12 Comité d'évaluation

L'adjudicateur a décidé de mettre en place un comité d'évaluation, il est composé des membres suivants :

Prénom et nom	Titre / fonction / profession
M. Laurent Menoud	Président de la Commission Immeubles du RSSV, membre du Comité de direction du RSSV et Conseiller communal d'Attalens
M. Charles Ducrot	Membre de la Commission Immeubles du RSSV, membre du Comité de direction du RSSV et Conseiller communal de Châtel-Saint-Denis
Mme Annelore Kleijer	Membre de la Commission Immeubles du RSSV, membre du Comité de direction du RSSV et Conseillère communale de Granges
M. Patrick Vallat	Architecte HES et économiste EIL, Vallat Partenaires SA

Les membres suppléants sont les suivants :

Prénom et nom	Titre / fonction / profession
M. Jean Gillard	Membre de la Commission Immeubles du RSSV et Vice-syndic de Le Flon
M. Christophe Monney	Membre de la Commission Immeubles du RSSV, membre du Comité de direction du RSSV et Conseiller communal de Semsales

Le Comité se réserve la possibilité de s'entourer de spécialistes-conseils s'il le juge nécessaire pour expertiser les offres.

4.13 Modifications de l'offre

Une offre déposée ne peut pas être modifiée ou complétée après le délai de dépôt fixé par l'adjudicateur. A l'échéance dudit délai, un candidat ne peut donc plus corriger ou faire corriger son offre, des documents ou des informations qu'il aura transmis à l'adjudicateur.

4.14 Modification du cahier des charges par l'adjudicateur

L'adjudicateur peut modifier le contenu du cahier des charges pour autant que cela ne remette pas en question la nature du marché. Si cette modification intervient avant le dépôt de l'offre, l'adjudicateur indiquera, si nécessaire, le nouveau délai pour le dépôt de l'offre. Si cette modification intervient après le dépôt de l'offre, il veillera à ce que tous les candidats soient mis à pied d'égalité et possèdent un délai suffisant pour répondre à la demande. Le cas échéant, il veillera à donner ces modifications dans une même mesure et dans le même délai à tous les candidats.

En cas de modification mineure et de peu d'importance, l'adjudicateur peut aussi ne pas mettre en cause le cahier des charges durant la procédure, mais il émettra des réserves lors de la décision d'adjudication qui indiqueront clairement les modifications du cahier des charges qui devront encore faire l'objet d'une discussion au niveau contractuel. Si les modifications du cahier des charges remettent fondamentalement en question le bien-fondé de l'appel d'offres, il procédera à une interruption et à un renouvellement de la procédure. Le cas échéant, il informera les candidats de sa décision avec mention des voies de recours.

4.15 Interdiction des négociations

Jusqu'à et y compris la décision d'adjudication, l'adjudicateur ne procédera à aucune négociation de l'offre, tant sur les prestations offertes que sur les conditions financières offertes ou sur les prix offerts. Si nécessaire, il peut inviter chaque candidat concerné à fournir des clarifications relatives à son aptitude ou à son offre, par écrit ou au travers d'une audition.

L'interdiction de négociation n'empêche, par ailleurs, pas l'adjudicateur de procéder à une épuration des offres aux fins d'être en mesure de les comparer de manière objective.

4.16 Contrôle et explications de l'offre

L'adjudicateur procède à un contrôle technique et arithmétique de l'offre. Seules les erreurs évidentes de calcul peuvent être corrigées. La décision d'exclusion intervient d'office pour des erreurs manifestes répétitives, prépondérantes ou abusives au point de porter un préjudice à la crédibilité de l'offre dans son entier.

4.17 Offre qui ne répond pas aux attentes minimales

L'adjudicateur exclura les offres qui n'ont pas reçu au moins la note 3 sur les critères d'adjudication avec astérisque dans le tableau du chiffre 4.7 et qui n'ont pas fourni les deux variantes d'offre. S'il devait constater qu'aucun candidat ne serait adjudicataire en appliquant ces règles, il se réserve le droit de prendre une décision d'interruption et de renouvellement de la procédure, s'il le juge nécessaire et si la planification du projet le permet, voire de procéder ensuite à une adjudication de gré à gré en application de l'article 9 du Règlement d'application de la Loi fribourgeoise sur les marchés publics. Ces décisions sont sujettes à recours.

4.18 Décision d'adjudication

La décision d'adjudication sera notifiée par écrit, sommairement motivée, aux candidats qui auront participé à la procédure et dont l'offre est recevable. Outre la lettre précisant l'adjudication, chaque candidat recevra un tableau d'analyse multicritères indiquant les résultats de tous les candidats.

4.19 Renseignements relatifs à la décision d'adjudication

Dès réception de la décision qui le concerne, tout candidat peut solliciter un entretien avec l'adjudicateur ou son représentant, en vue d'obtenir des éclaircissements sur la manière dont les notes lui ont été attribuées et sur les appréciations qui ont été émises sur son offre. Cet entretien sera organisé de manière à sauvegarder les droits du candidat qui aurait l'intention de déposer un recours.

4.20 Voies de recours

Le candidat est informé que les décisions suivantes sont sujettes à recours :

- l'appel d'offres (à compter de sa publication) ;
- le contenu du dossier d'appel d'offres (à compter de sa réception) ;
- la décision d'exclusion (à compter de la date de sa notification) ;
- la décision d'interruption de la procédure (à compter de la date de sa notification) ;
- la décision d'adjudication (à compter de la date de sa notification) ;
- la décision de révocation de la décision d'adjudication (à compter de la date de sa notification) ;
- la décision de sanction administrative (à compter de la date de sa notification).

Le recours doit être interjeté devant la Préfecture du District de la Veveyse, chemin du Château 11, 1618 Châtel-Saint-Denis, dans un délai de 10 jours dès la notification de la décision. Les fêtes judiciaires ne s'appliquent pas. Le mémoire de recours doit contenir un exposé concis des faits, des motifs et moyens de preuve, ainsi que l'énoncé des conclusions.

La décision attaquée et les documents servant de moyens de preuve en possession du recourant sont joints au mémoire. Le mémoire est daté et signé par le recourant ou par son mandataire. Le recours n'a pas d'effet suspensif, sauf s'il est accordé d'office, ou sur demande du candidat, par l'autorité de recours.

4.21 Signature du contrat suite à la décision d'adjudication et interruption du contrat

Il est prévu un contrat selon le modèle SIA 1001/1 à montant et total des heures plafonnés pour les phases 41 à 53 selon SIA 112, respectivement les règlements SIA 102 à 108. Il sera élaboré par le groupement suite à la décision d'adjudication sur la base des présentes conditions d'appel d'offres et après discussion des éventuelles options de mandat.

Suite aux rentrées de soumissions de construction, tant que le montant du devis général révisé sur la base des offres de travaux adjudgées reste dans une fourchette de plus ou moins 10% par rapport au coût des travaux déterminant annoncé dans le présent appel d'offres, le contrat ne pourra pas être modifié. Au-delà de la fourchette précitée, le montant des honoraires sera adapté sur la base du mode de calcul des honoraires remis avec l'offre.

Il est précisé que le Maître de l'ouvrage peut décider après la décision d'adjudication de réaliser les travaux par une entreprise générale. Le cas échéant, l'offre variante d'honoraires et la variante de planning seront appliqués pour les modalités contractuelles.

Outre le contrat SIA 1001/1 qui sera signé entre le groupement et le Maître de l'ouvrage, il sera demandé à l'adjudicataire du marché de mettre en place un contrat de société simple selon le modèle SIA 1001/2 pour une Communauté de mandataires.

Le montant de l'adjudication ne représente pas un engagement contractuel de la part de l'adjudicateur, tout comme une décision d'adjudication n'engage pas l'adjudicateur à signer un contrat si des conditions d'exécution ne sont plus réunies. Ce qui signifie que les documents d'appel d'offres sont destinés en premier lieu à l'évaluation et à la comparaison des offres pour adjudication; le contrat final seul faisant foi.

Les frais accessoires et divers, y compris les déplacements et la copie de tous les documents sous forme héliographique, seront rémunérés à forfait à hauteur de 4% du montant hors TVA des honoraires facturés. Ne sont pas inclus les échantillons de matériaux facturés par les entreprises et les maquettes qui, le cas échéant seront commandés et facturables séparément.

Les factures seront payées dans un délai de 30 jours calendaires à compter de la date de réception de la facture. Le candidat peut indiquer dans son offre un taux d'escompte applicable si les factures étaient payées dans un délai de 20 jours.

Il est précisé qu'en cas d'interruption imprévue du mandat ou de fin anticipée du contrat, le groupement ne pourra pas prétendre à une indemnisation pour les phases SIA non réalisées ou que partiellement réalisées. Il sera payé sur la base des prestations dûment effectuées. Le fait que la réalisation du projet soit retardée par une cause externe indépendante du Maître de l'ouvrage et du mandataire, ne représente pas un motif pour une indemnité ou des honoraires supplémentaires, sauf si les mesures imposées par un organisme étatique devaient nécessiter des études ou contrôles complémentaires.

Le contrat peut être résilié à tout moment si les conditions de réalisation du projet ne sont plus faisables, si le projet est abandonné ou si les prestations du groupement ne satisfont pas le Maître de l'ouvrage, sans que le groupement ne puisse revendiquer une indemnisation ou contrepartie financière. Seules les prestations commandées et réellement effectuées à la date de la décision de résiliation seront prises en compte par l'adjudicateur et pourront faire l'objet d'une facturation.

Une modification de la composition du groupement pluridisciplinaire de mandataires par rapport à celle annoncée lors du dépôt de l'offre n'est par principe pas admise, tout comme le remplacement des personnes-clés. Seules sont admises les modifications pour cause de force majeure (par exemple : faillite ou sursis concordataire d'un des membres du groupement, départ ou absence inopportune d'une personne-clé, etc.), ceci à la condition que le groupement présente rapidement un nouveau bureau ayant une capacité et des références au moins équivalentes ou une nouvelle personne-clé qui a au moins les mêmes qualifications, compétences et expériences. Dans le cas contraire, l'adjudicateur prendra à l'encontre du groupement adjudicataire une décision de révocation de la décision d'adjudication et de rupture de contrat pour juste motif.

5. ENGAGEMENTS DU CANDIDAT

En signant la page de garde et en déposant son offre, le candidat certifie qu'il a pris connaissance des conditions de la procédure et qu'il en accepte le contenu sans réserve. Il peut formuler ses commentaires par écrit, sur l'une ou l'autre des conditions et dans le même délai que pour le dépôt de l'offre. Il prend par ailleurs aussi les engagements suivants :

- a) il confirme que les indications, informations et preuves fournies dans et avec son offre sont exactes et conformes à la réalité ;
- b) il accepte que l'adjudicateur, ou ses représentants, puisse vérifier les indications, informations et preuves fournies avec son offre (confidentialité assurée par l'adjudicateur) ;
- c) il garantit l'égalité de traitement entre hommes et femmes, à compétences et fonctions équivalentes, en particulier en ce qui concerne les conditions salariales, ceci y compris pour les sous-traitants directs, le cas échéant ;
- d) il confirme qu'il n'a pas faussé la concurrence en réalisant des arrangements ou des accords entre candidats ;
- e) il met en place les personnes clés désignées pour l'exécution du marché. En cas de remplacement de la ou des personnes-clés, le candidat a pris note que l'adjudicateur est en droit d'exiger de l'adjudicataire qu'il mette à disposition, dans un délai déterminé, des personnes-clés de même niveau de compétence, d'expérience, de capacité et de disponibilité. S'il ne s'exécute pas, la décision d'adjudication peut être révoquée et le contrat résilié ;
- f) il confirme que l'offre déposée est conforme aux exigences du cahier des charges et qu'elle inclut toutes les prestations strictement justifiées pour l'exécution du marché et son bon déroulement.
- g) il confirme avoir reçu tous les renseignements nécessaires pour l'établissement de son offre, après avoir pris connaissance des conditions générales, du contenu du cahier des charges et après s'être rendu exactement compte de l'importance, des exigences et des contraintes du marché. Et, en conséquence, il s'engage à exécuter l'ensemble du marché pour les prix indiqués dans son offre, en se conformant strictement à toutes les prescriptions d'exécution énumérées dans l'appel d'offres ;
- h) il confirme qu'il n'est pas impliqué à juste titre dans une procédure de faillite ou qu'il n'a pas obtenu de concordat judiciaire ou extrajudiciaire ; il garantit également que tel n'est pas le cas pour les sous-traitants auxquels il entend faire appel ;
- i) il accepte que son résultat, notamment les notes attribuées par critère, soit transmis aux autres candidats sous la forme d'un tableau récapitulatif ;
- j) il mettra en place les moyens informatiques et de transmission des données compatibles avec les exigences de l'adjudicateur, ceci sans frais supplémentaire ou avenant au contrat ;
- k) en remplissant son offre, il a tenu compte du fait que l'adjudicateur n'acceptera, après la décision d'adjudication, aucune sous-évaluation de prestations, aucun oubli de prestations ou mauvaise compréhension des prestations à exécuter. Il appartient donc au candidat de poser toute question d'éclaircissement. Le candidat ne pourra donc pas, suite au dépôt de son offre, justifier une modification de son offre par le fait que le cahier des charges n'était pas assez précis ;
- l) il accepte que l'adjudicateur puisse interrompre ou abandonner à tout moment la procédure si des autorisations étaient refusées, en cas d'opposition au projet ou de refus, partiel ou total, de crédit par les autorités publiques ;
- m) il accepte que l'adjudicateur puisse remettre en appel d'offres ou recommencer partiellement ou totalement la procédure si, après ouverture et vérification des offres, il devait constater qu'un nombre insuffisant de dossiers remplit les conditions de participation ou les critères d'aptitude et que cela conduit à une absence de véritable concurrence ;
- n) il fait preuve d'intégrité morale, notamment en prenant des mesures pour lutter contre la corruption et en s'abstenant d'offrir un quelconque avantage à un membre de l'autorité adjudicatrice ou à un membre du comité d'évaluation, dans le but d'obtenir un marché au détriment d'un autre candidat ou de soustraire le marché à une mise en concurrence. Toute violation de la clause relative à l'intégrité morale entraîne en principe l'annulation de l'adjudication, ainsi que la dénonciation anticipée du contrat par l'adjudicateur, pour justes motifs. D'autres sanctions peuvent être prises par l'adjudicateur, notamment si la violation de la clause relative à l'intégrité morale devait être découverte en cours de procédure d'appel d'offres.